

## ***Ce qu'ils savaient. Les Alliés face à la Shoah,*** **film réalisé par Virginie Linhart**

**(DVD, Éditions Montparnasse/France Télévisions Distribution, 2014)**

**Sonia Combe**

Que savaient les Alliés de la Shoah pendant la guerre ? s'interroge Virginie Linhart dans son documentaire proposé en coédition par France Télévision Distribution et les Éditions Montparnasse (1 h 08), pour enchaîner d'emblée par la seconde question qui s'impose : s'ils savaient, auraient-ils pu intervenir ? Ou plutôt : puisqu'ils savaient, pourquoi ne sont-ils pas intervenus ? Si la réponse à la première question est tout à fait satisfaisante, parce que les faits sont là, indiscutables, la réponse à la seconde, plus complexe, car on entre dans le domaine de l'interprétation, l'est moins.

Qu'« ils » savaient, on s'en doutait, mais pendant plus de cinquante ans, on ne put l'affirmer preuves à l'appui. On sait que les témoignages que ne corroborent pas les archives écrites sont renvoyés au statut de « rumeurs » ou de « mythes » – quand on ne lâche pas le gros mot de « théorie du complot ». L'arsenal législatif qui confisque l'accès aux documents publics classés « secret défense » au nom de la raison d'État présente l'avantage, en laissant le temps faire son œuvre, de désamorcer l'indignation. Une fois les survivants disparus, il ne reste plus que le jugement des historiens pour cibler les responsabilités d'acteurs de l'Histoire eux aussi disparus (ou qui bénéficient de la grâce de l'âge avancé).

Ainsi Churchill, Eisenhower, de Gaulle et Staline savaient. Tous étaient au courant dès l'été 1941. Les services secrets britanniques informaient Churchill qui lisait leurs rapports (classés « secret défense ») régulièrement et devait déclarer dans son discours du 24 août 1941 : « Nous sommes en présence d'un crime qui n'a pas de précédent », mais sans préciser quelles en étaient les victimes. D'ailleurs, estimant être fixé sur la question, il demandera qu'on cesse de l'informer sur ces massacres de masse. Toujours en août 1941, à Moscou, Staline est encore mieux informé par une armée soviétique qui apprend, en se retirant devant l'avance de la Wehrmacht, l'assassinat systématique des juifs ukrainiens et biélorusses par les 3 000 hommes des *Einsatzgruppen*. Quant à de Gaulle, à Londres, il condamne certes la législation antisémite de Vichy, mais reste circonspect quant aux informations concernant le sort des juifs. Roosevelt gardera lui aussi le silence, y compris après l'entrée en guerre des États-Unis afin de ne pas paraître « partisan » : ce n'était pas pour les juifs qu'on allait se battre. Dans le même temps, les États-Unis largement antisémites (ce que Roosevelt paradoxalement n'était pas) et xénophobes ferment leurs portes. Le sort des juifs d'Europe n'a aucune incidence sur la politique protectionniste que le pays maintiendra jusqu'à la fin de la guerre, et au-delà. Il n'est pas le seul. On connaît la tragédie du *Struma*, bateau chargé de 769 juifs roumains que la Turquie n'autorisa pas à débarquer et que les autorités britanniques refusèrent de laisser partir pour la Palestine, alors sous leur mandat (le *Struma* fut coulé accidentellement par les

Soviétiques en février 1942<sup>1</sup>). L'inflexibilité – et son peu de compassion pour les juifs – d'Anthony Eden, ministre de la Guerre en 1940 et secrétaire au Foreign Office dans le cabinet de Churchill, est connue, ce qui n'empêcha pas de Gaulle d'en faire l'éloge dans ses mémoires.

Quand commence, en 1942, l'extermination dans les chambres à gaz, les Alliés sont informés par différentes sources, dont le Bund (organisation juive socialiste de Pologne), un industriel allemand, Eduard Schulte, puis le représentant de la Résistance polonaise, Jan Karsky (dont on se souvient du témoignage dans *Shoah*, de Claude Lanzmann et *Le rapport Karsky*, du même réalisateur). Anthony Eden rencontre ce dernier, mais l'empêche de voir Churchill. De Gaulle reçoit des rapports sur les rafles en France et elles seront dénoncées en septembre 1942 à la BBC, mais c'est à nouveau le silence qui prévaudra par la suite. L'urgence, pour de Gaulle, est ailleurs, en Afrique du Nord. Il en est de même pour Roosevelt, accaparé par la guerre contre le Japon. Le mieux informé, puisqu'il était sur place, demeure toujours Staline, qui comprendra comment utiliser ces informations pour aider à l'ouverture d'un second front. Avec la création à Moscou du Comité juif antifasciste, les écrivains Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossmann vont rassembler la documentation d'un *Livre noir* sur les persécutions et collecter des fonds auprès des juifs américains pour aider l'URSS dans son effort de guerre<sup>2</sup>. Du côté des Alliés occidentaux, de plus en plus et de mieux en mieux au courant, leur politique officielle consistera essentiellement à bloquer l'information. Anthony Eden bloquera même les 30 000 visas accordés pour émigrer en Palestine. La même année Karsky parviendra à rencontrer Roosevelt qui a toujours d'autres priorités. La communauté juive américaine enfin se mobilise. 400 rabbins demanderont une audience à Roosevelt qui ne les recevra pas. En 1944, alors que les déportations se poursuivent à un rythme effréné à la suite de l'invasion de la Hongrie, l'idée même de bombarder les voies ferrées est écartée par les Alliés au prétexte que cela aurait nui à la conduite de la guerre. Au printemps 1944, les Alliés disposent pourtant de photos très précises d'Auschwitz. Aucun de leurs 2 800 bombardiers n'a visé les chambres à gaz.

Autant dire que, lorsqu'au printemps 1945 les soldats alliés découvrent les camps et sont frappés de stupeur, leurs gouvernements respectifs le sont bien moins et c'est à juste titre que le documentaire commence en dénonçant l'hypocrisie des Alliés.

De facture classique (à l'heure du docu-fiction, on s'en réjouit et les quelques artifices qu'on repère ça et là ne nuisent pas à la véracité du récit), construit de façon pédagogique, *Ce qu'ils savaient* remplit son premier objectif. Il fait table rase de tout doute quant à la connaissance des Alliés sur le génocide. Les juifs (et les Tziganes, dont on regrette qu'ils ne soient jamais mentionnés) ont bel et bien été abandonnés à la folie meurtrière du Troisième Reich. Quand, en avril 1944, Eichmann propose d'échanger des juifs contre des camions, les Alliés refuseront le chantage. L'homme

---

<sup>1</sup> Au sujet de ces bateaux qui tentèrent d'immigrer en Palestine, on verra le documentaire de Michel Daëron, *La dérive de l'Atlantique*, Filaofilm, 2002. Parti de Bratislava, l'*Atlantique* fut rejeté de Palestine et envoyé à l'île Maurice. Le journal de Ruth Sander-Steckl en a fait le récit. Il a été traduit sous le titre *À bientôt en Eretz Israël ! L'odyssée des réfugiés de l'Atlantique (décembre 1939-avril 1942)* et commenté par Michel Daëron (collection « Histoire à deux voix », Albin Michel, 2002).

<sup>2</sup> On relève une information erronée : le yiddish n'a pas été une langue interdite depuis la Révolution. Au contraire, le yiddish, comme les autres langues nationales, dont l'ukrainien, a tout d'abord été encouragé par la politique culturelle soviétique. Trop brièvement, sans aucun doute, mais, si on ne périodise pas l'histoire de l'Union soviétique, on tombe dans le piège d'une vision linéaire de son évolution.

d'affaires Rezső Kasztner, lui, saisira l'occasion et sauvera ainsi plus de 1 600 juifs hongrois<sup>3</sup>, et on se demande d'ailleurs pourquoi le commentaire qualifie cet exploit de « succès ambigu ».

Bien articulé, le documentaire laisse cependant partiellement sur sa faim. Les raisons invoquées par les Alliés pour justifier le fait qu'ils n'aient pas agi auraient demandé à être davantage explorées. On peut tout à fait admettre que, dans un premier temps, ils n'aient pas cru l'inconcevable et qu'ils aient préféré l'explication rationnelle selon laquelle si l'Allemagne de Hitler déportait les juifs, ce n'était pas pour les anéantir, mais pour les faire travailler. Pourtant, dès lors qu'ils étaient informés de la mise à mort industrielle, pourquoi ne sont-ils jamais intervenus ? Qu'ils aient donné la priorité à la conduite de la guerre est plausible et même vraisemblable, mais en quoi viser les chambres à gaz aurait-il entravé l'avancée des armées alliées ? Avaient-ils vraiment le souci d'épargner les vies de déportés voués à la chambre à gaz ? On ne peut s'empêcher de faire le parallèle avec ces trains de déportation que la Résistance française n'a jamais fait dérailler. Le changement de perspective opéré avec la prise de conscience de la dimension de la Shoah et de sa singularité laisse évidemment peu de place à l'indulgence vis-à-vis de la non-intervention des Alliés. On y voit davantage la marque d'une indifférence qu'il revient aux historiens de recontextualiser.

---

<sup>3</sup> Voir à ce sujet l'ouvrage de Ladislaus Löb, *L'affaire Kasztner. Le Juif qui négocia avec Eichmann*, Paris, André Versailles Éditeur, 2012 et le documentaire de Gaylen Ross, *Killing Kasztner*, 2008.